L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 | payable d'avance.
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 |

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 21 JUILLET 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.
POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.
POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.
POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d *District*—JOSEPH BERNARD, d'Ibt-Bâton-Rouge.
3me. *District*—LŒUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

DU BILL SUR LES POSTES.

Nous engageons ceux qui pourraient encore ignorer le sens que donnent au mot REFORME les partisans de l'administration, à examiner avec attention les dispositions du *bill des Postes* présenté tout récemment au Congrès.

Sous prétexte de *réforme*, ce bill tendait à organiser le plus monstrueux monopole et la plus odieux système d'espionage qui aient jamais existé. Il ne s'agissait de rien de moins, en effet, que de défendre aux capitaines de bateaux à vapeur, aux conducteurs de moyens de transports de toute nature et aux passagers, de porter ni lettres, ni paquets imprimés ou manuscrits, sous peine de cinquante piastres d'amende pour chaque contravention. C'est vraiment là une réforme à la manière de l'administration.

Le but que se proposait l'administration en cette circonstance n'est pas douteux; elle voulait avoir le monopole des communications afin de pouvoir organiser un système d'espionage.

Malheureusement pour elle c'est bien évident que ses meilleurs amis sont obligés par prudence, peut être aussi dans l'intérêt de leur popularité, de laisser tomber ce projet malencontreux. C'est ce qui explique pourquoi il a été repoussé dans le Sénat à peu près sans opposition.

Mais nous devons savoir gré à l'administration de ses intentions bienveillantes. Elle n'a pas fait le mal, c'est par impuissance; sa volonté de nuire est clairement établie par les faits et nous espérons qu'on ne l'oubliera pas aux élections.

Les loco focos prétendent que l'opposition est un parti anglais. Serait-ce par hasard parceque notre candidat, le général Harrison, a détruit une armée anglaise?

Mais il est vrai de dire que les foco-focos sont parfaitement désignés eux, par l'épithète de *Torys Anglais*, car leur candidat Van Buren s'est opposé, de tout son petit pouvoir, à la dernière guerre contre l'Angleterre. On sait du reste son faible pour tout ce qui est anglais et le plaisir avec lequel il *singe* l'aristocratie anglaise.

S'il en fallait d'autres preuves, les journaux torys du Canada nous les fourniraient. Tous les sarcasmes, toutes les diatribes, toutes les calomnies que peut enfanter la haine Britannique sont chaque chaque jour dirigés contre le vainqueur de Proctor. Et ces sarcasmes, ces diatribes, ces calomnies sont exactement les mêmes qu'on trouve depuis huit mois dans les journaux vanocrates de l'Union. Or, ceux qui pensent, qu'pirent et qui agissent comme les torys anglais, ne peuvent-ils pas être considérés comme des *Torys Anglais*?

Le journal du soir ne nie pas que le projet du secrétaire de la guerre sur les milices n'ait été l'objet d'une armée permanente; seulement il nie que ce soit le *projet de M. Van Buren*.

Tout en prenant acte de l'aveu du journal du soir sur la nature du projet, nous lui ferons observer que le président est de droit responsable des actes de ses secrétaires et que par conséquent nous avons pu dire, nous avons même dû dire, sans que pour cela il y eût mensonnaie de notre part, le *projet d'armée permanente de M. Van Buren*.

Le pouvoir exécutif, c'est le président: lui seul est responsable envers le peuple. Quant aux secrétaires des divers départements, ils ne sont responsables qu'envers le président. Tels sont les principes qui découlent de la constitution.

Mais alors même qu'il n'en serait pas ainsi, la responsabilité du projet de loi sur les milices n'en pèserait pas moins de tout son poids sur le président, parce qu'il a formellement approuvé et recommandé le plan de M. Poinsett.

On lit dans le *message d'ouverture*:

"L'état actuel de nos principaux ports et chantiers de construction comme moyens de défense, tels qu'ils sont décrits dans le rapport annexé du secrétaire de la guerre, réclame la plus sérieuse considération du Congrès, et je ne puis recommander trop fortement à votre examen, comme se rattachant intimement à ce sujet, le plan soumis par cet officier pour l'organisation de la milice des Etats-Unis."

Ce plan sommaire, dont celui du 20 mars n'est que le développement, fait *en effet* partie du rapport du secrétaire de la guerre accompagnant le message.

Ainsi le plan d'armée permanente appartient bien évidemment à M. Van Buren: non seulement parce qu'en général il est responsable des actes de ses secrétaires, mais encore parce qu'il a formellement approuvé ce projet.

Le *Courrier* revient encore sur la fuite d'Indiana: nous répondrons en peu de mots:

La loi ne portait pas que le travail des repris de justice serait vendu; mais seulement *qu'il pourrait être* vendu: elle était facultative et non impérative.

En ordonnant la vente du travail, on n'avait d'autre but que d'éviter la prison aux repris de justice dans le cas où ils ne pourraient subir la pénalité représentée par l'amende et les frais.

Dans quelques Etats *le jugement porte*: "le condamné paiera une amende ou, à défaut, il sera emprisonné pour un temps illimité;" dans d'autres il porte: "le condamné paiera une amende ou, à défaut, on pourra vendre son travail pour un temps limité."

Celui qui est riche, puisque le *Courrier* veut absolument qu'il y ait des riches parmi les vagabonds, maraudeurs et gens sans aveu, celui qui est riche paie et n'est pas obligé de travailler dans l'hypothèse de la loi de l'Indiana; mais de la même manière, pauvre ou, celui qui est riche paie et ne va pas en prison.

La seule question à résoudre est celle de savoir s'il vaut mieux, dans l'intérêt de la morale et de la civilisation, retenir indéfiniment un homme en prison que de le faire travailler pendant un temps limité pour obtenir sa libération. Or, nous croyons que la question, ainsi *posée*, ne peut être résolue en faveur de la prison.

NOUVEAU CONTINENT.

L'honneur de cette grande découverte appartient aux Américains et aux français: le lieutenant *Wilkes*, commandant l'escadre des Etats Unis, et M. Dumont d'Urville qui a joué ses ordres l'Astrolabe et la Zélée, sont presque arrivés le même jour sur le nouveau continent, le premier à une heure, le second dans l'après midi.

Le *Vincennes* aperçut pour la première fois la terre par 66° 30' de latitude et 150° 18' longitude orientale. Plongeon, comme nous l'avons dit, la côte en se dirigeant vers l'Ouest jusqu'au 97e 55', obligé de se servir presque continuellement de la sonde. A différentes reprises il fut arrêté par les glaces et il subit de violens coups de vent qui lui firent courir de grands dangers. La côte, à ce qu'il paraît, est entourée dans presque toute son étendue d'une barrière de glaces qui en rend l'abord extrêmement difficile; elle est en outre fort escarpée. Aussi n'est-on pas pu y planter le drapeau américain. Le *Peacock*, qui a aussi exploré une partie de cette côte, a éprouvé plusieurs avaries majeures et s'est trouvé forcé de se séparer du *Vincennes*: il s'est dirigé vers Sydney et c'est presque par miracle qu'il est arrivé dans ce port. Le *Vincennes* y est resté quelque temps après lui. Nos marins ont reçu des habitans de Sydney le plus cordial accueil. Le *Vincennes* a dû quitter Sydney le 16 mars pour aller rejoindre le *Porpoise* et le *Flying Fish* à la Nouvelle Zélande si toute fois ces deux bâtimens ont pu échapper aux glaces. Le *Peacock* devait le suivre après avoir fait les réparations nécessaires, et delà l'escadre se sera réunie sur mer pour continuer ses explorations.

L'*Astrolabe* et la *Zélée* ont abordé le continent par 66° latitude et 139° de longitude orientale; ces deux vaisseaux n'auront que le tems de reconnoître un point de ce continent, un fort coup de vent, pendant lequel la *Zélée* courut de grands dangers, les obligea de s'éloigner. Le pavillon français flotte maintenant sur la Terre de Van Diemen.

Le lieutenant [illegible] n'a pas été plus heureux: il a [illegible] Pernambouc, [illegible] observoir de la Relâche des Français. Si les [illegible] sont exacts, l'Hydrographe de Rio a tracé sur ses cartes le nouveau continent portant le double nom Américain.

P. S.—La courte notice qui précède, était déjà imprimée au moment où nous avons reçu le *Brooklyn News* qui contient une lettre d'une personne qui fait partie de l'expédition. D'après cette lettre, l'escadre des Etats-Unis n'aurait vu la terre que le 31 janvier, tandis que l'escadre française l'aurait signalée dès le 19. Les Français auraient en ce cas un droit bien marqué de première découverte.

Nous lisons aussi dans l'*Evening Star* de New-York du 11 courant, que le capitaine Bellamy de *Ville* lina Scott réclame la priorité. Dans un voyage exécuté en 1839 il aurait aperçu une terre par 66° de latitude Méridionale et 163° longitude Orientale.

INTERIEUR.

(*Correspondance particulière.*)

BALTIMORE, le 11 juillet 1840.

Le Congrès, je pense, cherche le moyen de faire le moins de choses possible dans le plus long tems possible. Hier au Sénat, à propos du "Bill sur les Indemnités pour frais de route," accordées aux membres du Congrès, M. Clay a parlé avec son éloquence ordinaire et a fait rechercher les abus auxquels donnaient lieu ces indemnités. Il est des membres du Congrès qui demeurent à peu de distance les uns des autres; les uns ont réclamé l'indemnité pour 625 milles, tandis que les autres n'en ont accusé que 270; parmi ceux qui résident dans les mêmes lieux, l'orateur signale aussi de notables différences entre les distances établies; elles varient de 447 à 708 milles. Après M. Clay, M. Calhoun a pris la parole. Il a approuvé complètement les observations du Sénateur du Kentucky et il a proposé de laisser aux membres eux-mêmes la responsabilité de leur conduite en publiant à la fin de chaque session le montant de l'indemnité de route réclamée par chacun d'eux.

ST. LOUIS. Le 4 juillet a été célébré dans cette ville avec beaucoup d'éclat et d'enthousiasme. Dans une grande assemblée de citoyens, la déclaration de l'indépendance a été lue par M. ALFRED H. KERNION, jeune homme de la Nlle-Orléans, qui a fait précéder cette lecture de quelques considérations pleines d'élévation dans la pensée et d'éloquence dans l'expression.

MISSOURI.—Un journal de St. Louis intitulé *The Pennant*, qui jusqu'à ce jour s'était publié en anglais seulement, va s'adjoindre une partie française, et nous signalons ce fait avec plaisir.

VISITE AU GENERAL HARRISON.—La légion de Louisville, en revenant dernièrement de Cincinnati, est allée à North Bend afin de rendre hommage à W. H. HARRISON. Le major K. Marshall, au nom de ses camarades, a adressé une allocution au général qui lui a répondu avec beaucoup de convenance et d'affabilité. "Messieurs, a-t-il dit en terminant, votre commandant m'a dit une chose qui a vivement ému mon cœur. Tous ceux qui composent la légion, quoique sous le même drapeau, ne sont pas tous de la même opinion, et cependant tous ont voulu venir me donner cette marque d'estime. Permettez-moi de vous adresser à vous tous mes *sincères remerciemens.*" Le général avait raison, cet hommage rendu par des adversaires politiques est le plus flatteur que puisse recevoir un vieux guerrier.

MOBILE.—On lit dans le *Commercial Advertiser* du 18:—Nous apprenons que la nuit dernière le bateau à vapeur *Reserre* a heurté contre un chicot, à 40 milles environs de cette ville et qu'il a sombré immédiatement. On suppose que toute la cargaison, qui était fort considérable, est perdue."

TENNESSEE.—Le bruit courait à Nashville que le caissier de la succursale de la Banque du Tennessee, établie à Colombia, avait mis fin à ses jours: on ignorait encore les motifs de ce suicide.

NEW-YORK.—L'honorable Colonel N. JOHNSON, Vice-Président des Etats-Unis est arrivé à New York le 9 courant, et il a été reçu avec le plus grand empressement par tous les citoyens, sans aucune distinction de parti. Le 10, il est allé visiter Brooklyn où il a été également fort bien accueilli. Un malheureux accident a signalé sa présence dans cette ville; au moment où l'artillerie saluait l'arrivée du colonel, un canon partit trop vite a blessé mortellement M. Jacob Waters, inspecteur des bois de Brooklyn.

DISTRICT DE COLOMBIE.—L'application des principes qui ont dicté le bill de la sous trésorerie porte déjà ses fruits dans le district. Toutes les affaires de banque y sont suspendues, et le peu de transactions qui s'y fait, s'opère sur les billets des banques étrangères. Aussi le mécontentement est il général; les citoyens d'Alexandrie se sont déjà réunis, et ils ont pris des résolutions qui expriment leur désir d'être séparés du district de Colombie et d'être réunis de nouveau à la Virginie.

PROBLEME.—On lit dans le *Morning Herald*, du 10 courant:

"Chaque indien tué ou pris dans la guerre de la Floride a coûté au gouvernement $65,000, chaque femme $45,000; chaque enfant $35,000; ce qui met chaque individu, homme, femme ou enfant, à une valeur moyenne de $60,000. Le gouvernement poursuit la guerre depuis 1835, et durant ce tems 3 à 400 indiens ont été tués ou pris, grâce à une dépense de $25,000,000 et à la perte de 670 soldats au moins. Au commencement de la guerre on estimait à 1200 le nombre des indiens qui combattaient dans la Péninsule; maintenant on porte ce nombre à 3000. Les termes ainsi posés, nous offrons un problème à résoudre aux mathématiciens loco focos. "Que la guerre continue comme elle a commencé, quelle somme faudra-t-il et combien d'hommes devra-t-on sacrifier, enfin quel tems sera nécessaire pour extirper les indiens ou pour les chasser de la Floride?

INDIENS.—On lit dans le *Daily Bulletin* de St. Louis du 13 courant: Le capitaine du bateau à vapeur Preemption, arrivé samedi dernier de la Prairie du Chien, nous apprend que seize chefs des tribus indiennes des Sacs et des Fox, parmi lesquels le on comptait le vieux KeoKuck, attendaient à cet endroit la venue des chefs des Winnebagos avec lesquels ils veulent conclure un traité d'amitié. Déjà vingt chefs de cette dernière tribu étaient présens, mais ils se refusaient de rien terminer avant l'arrivée des principaux chefs, dont les chevaux ont surtout souffert dans la lutte qui a eu lieu l'hyver dernier. Les Sacs offrent de payer $3000 aux Winnebagos à titre d'indemnité pour les pertes qu'ils ont éprouvées; mais les Winnebagos en demandent $12,000. Le bruit a couru au fort Crawford que les Winnebagos passaient le Mississipi au lac Pepin et retournaient à leurs anciennes stations. Deux compagnies d'infanterie ont été sur le champ expédiées à bord du bateau à vapeur Chippewa afin de les arrêter; mais ce n'était qu'un faux bruit.

CHOLÉRA.—La *Gazette* de cette ville se félicite des progrès qu'y fait la tempérance: d'après elle plus de deux cents fontaines de soda s'y sont établies et font de fort bonnes affaires: cette boisson fait une concurrence redoutable aux *mint juleps* et aux *gin-slings*.

EXTERIEUR.

YUCATAN.—Le brick *Gabrielaccio*, capt. Tensley, venu de Laguna à New-York en 23 jours, confirme la nouvelle de la prise de Campêche qui a eu lieu non pas le 4 juin, comme on l'a dit, mais bien le 6. D'après les termes de la capitulation qui renferme 17 articles, la garnison est sortie de la ville avec tous les honneurs de la guerre; les citoyens de Yucatan se sont engagés à la transporter saine et sauve et à fesrr frais à Vera-Cruz. L'armée assiégeante n'a pu entrer dans la ville qu'après son départ. Les prisonniers ont été rendus de part et d'autre, et tous les délits politiques pardonnés. Le capitaine Tensley annonce que les Etats du Yucatan et de Tabasco ont conclu un traité d'alliance offensive et défensive contre le gouvernement central de Mexico. Conformément à ce traité, Campêche a envoyé un corps de troupes pour aider à chasser de Tabasco les troupes gouvernementales.

ILES SANDWICH.—On a reçu à New-York les journaux des Iles Sandwich jusqu'au 6 mars. Le 22 janvier à Oahu, un grand dîner d'adieu a été donné par les résidents étrangers à M. JOHN COFFIN JONES, consul des Etats-Unis, qui quittait ce pays. D'après les renseignemens donnés par cet honorable citoyen qui est de retour à New-York, les missionnaires européens paraissent aux Iles Sandwich une influence qui devient inquiétante pour les naturels.

VARIÉTÉS.

LES PROFITS DU DESESPOIR.

IV.

Voir l'Abeille du 16, 17 et 21 courant.

LES CHEVEUX ROUGES ET LE SUCRE.

Le temple de la Fortune, la Bourse, comptait M. Pigeonin parmi ses plus fidèles habitués et ses plus intrépides spéculateurs. A quel titre et avec quels fonds M. Pigeonin spéculait il? C'était là un secret dont nul ne s'enquérait. Sur ses cartes de visites il prenait la qualité d'agent d'affaires; il parlait beaucoup de son cabinet où il ne voyait point, de ses correspondances qu'il ne recevait jamais chez lui, de ses commissions qu'il ne gardait bien souvent, de peur qu'on ne les lui enlevât. Faute de pouvoir exercer en plein théâtre, il se glissait chaque jour dans la coulisse, où il marchandait de petites négociations commerciales qui échappaient aux courtiers royaux patentés. Rompu aux affaires de MM. les courtiers royaux patentés. Rompu aux affaires de MM. les courtiers royaux patentés. Rompu aux affaires de MM. les